



L'Espoir du Monde

Bulletin des socialistes chrétiens - Fondé en 1908

«*Socialiste parce que chrétien*»

Réfugiés et autorité

«Revaloriser l'Autorité pour défendre la Justice» titrons-nous dans notre dernier numéro. Comment réagir face aux autorités qui, au nom de la loi, décident d'expulser des réfugiés ?

Les lois ont pour but d'assurer la paix, la sécurité, la justice, l'équité. Lorsqu'une loi, même démocratiquement établie, aboutit à une injustice, voire même à la mise en danger d'innocents, les autorités ont le devoir de la remettre en question et de l'appliquer avec la marge de tolérance qu'elles adoptent dans d'autres cas !

(voir en p. 2)

Retours:
Georges Nydegger
Falquets 15
1223 Cologny

P.P.
1450 Ste-Croix

Sauvegardons le dimanche

«Dieu bénit le septième jour et le consacra ...» (Gen. 2, 3)

«Que du jour du sabbat on fasse un mémorial en le tenant pour sacré. Tu travailleras six jours, faisant tout ton ouvrage, mais le septième jour, c'est le sabbat du Seigneur ton Dieu. Tu ne feras aucun ouvrage, ni toi, ni ton fils, ni ta fille, pas plus que ton serviteur, ta servante, tes bêtes ou l'émigré que tu as dans tes villes.» (Ex. 20, 8-10)

Une prescription sociale vieille de trois millénaires, reliant expressément la vie quotidienne à la spiritualité. Bien sûr, notre société sécularisée a presque totalement oublié l'aspect sacré du dimanche. Elle l'a cependant doublé d'un second jour sans travail, le samedi. La civilisation des loisirs et la complexité de l'organisation sociale ont peu à peu imposé à un nombre croissant de travailleurs de prendre leur repos d'autres jours pour mieux servir la majorité.

A l'instar de la plupart des communautés religieuses, nous ne remettons pas cette évolution en question, dans la mesure où le week-end reste chômé pour tous ceux dont les services peuvent fort bien être rendus du lundi au vendredi. Il en va de même pour le travail de nuit.

D'aucuns s'ingénient pourtant, au nom du progrès, à demander une libéralisation de ce principe: ouvertures plus étendues des commerces et même, récemment, des guichets postaux.

Ce n'est pas (ou plus) la fréquentation des offices religieux qui est en jeu; c'est la vie sociale ! Si nous avons moins besoin qu'autrefois de journées de repos physique (quoique...), il n'en va pas de même pour la possibilité de fréquenter les activités de sociétés et de se retrouver en famille. Augmenter le nombre des travailleurs du soir ou du dimanche, c'est contribuer à l'extension de l'individualisme, c'est compliquer la vie de famille.

Il serait plus juste de promouvoir la possibilité de se libérer de son travail aux heures «normales» d'ouverture pour effectuer achats et paiements plutôt que d'isoler socialement davantage de travailleurs, par ailleurs souvent déjà peu favorisés !

J.-F. Martin



photo JFM

Edito

Réfugiés: Prise de position du comité romand

Lors de sa séance du lundi 30 août, le comité de la Fédération romande des socialistes chrétiens a décidé d'intervenir dans le débat sur l'expulsion de réfugiés au moyen du communiqué de presse suivant:

L'accueil de l'étranger est une dimension fondamentale de la tradition chrétienne

La Fédération romande des socialistes chrétiens, préoccupée par les conséquences humaines des décisions politiques de renvoi de réfugiés, rappelle aux autorités de ce pays que l'accueil de l'étranger est une dimension fondamentale de la tradition chrétienne.

Elle considère qu'il est inhumain de renvoyer des gens qui vivent dans ce pays depuis plus de quatre ans.

Le président: Didier Rochat

Le secrétaire: Jean-François Martin

Quelques textes bibliques

«*Quand un émigré viendra s'installer chez toi, dans votre pays, vous ne l'exploiterez pas; cet émigré installé chez vous, vous le traiterez comme un indigène, comme l'un de vous; tu l'aimeras comme toi-même.*» (Lév. 19, 33-34)

«*Venez, les bénis de mon Père, recevez en partage le Royaume qui a été préparé pour vous depuis la fondation du monde. Car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger; j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire; j'étais un étranger et vous m'avez recueilli; (...)* Alors les justes lui répondront: *Seigneur, quand nous est-il arrivé de te voir affamé et de te nourrir; assoiffé et de te donner à boire? Quand nous es-t-il arrivé de te voir étranger et de te recueillir, (...)? En vérité, je vous le déclare, chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces plus petits, qui sont mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait!*» (Mat. 25, 34-40)

Notre prochaine journée de rencontre: samedi 5 février 2005

Pour diverses raisons de disponibilité, la date primitivement annoncée a dû être abandonnée. Notre prochaine journée de rencontre aura donc lieu le samedi 5 février 2005, et non le 29 janvier, à Yverdon, Rive-Gauche (ancien Cercle Ouvrier).

Après avoir examiné diverses possibilités, dont celles proposées lors de notre assemblée générale, le comité romand a choisi de traiter un sujet un peu provocateur mais que la gauche doit absolument avoir le courage d'aborder: celui des limites de la générosité du système social. Convaincus, bien sûr, de la nécessité de défendre et de renforcer notre système social, nous devons cependant répondre aux objections de la droite qui lui reproche souvent de tuer le sens de la responsabilité individuelle et réfléchir au risque d'accentuer la dépendance des bénéficiaires.

Titre provisoire: Générosité, jusqu'où? Solidarité et responsabilité individuelle.

Le comité a contacté divers orateurs à même d'aborder ce sujet sous les angles éthique,

politique et pratique. De plus amples détails seront donnés dans notre numéro de novembre.

Retenez d'ores et déjà cette date!

Le comité romand

Publications de la Fédération romande

Bulletin trimestriel

L'Espoir du Monde, Organe de la fédération romande
Abonnement annuel Fr. 20.-

Brochures

Engagez-vous, qu'il disait, Foi chrétienne et engagement politique. Réflexion - sur un parcours, - sur une motivation, - sur une responsabilité
par Pierre Aguet, conseiller national, président de la Fédération romande (28 p., 1995) Fr. 8.-

La Fédération romande des socialistes chrétiens Evocation historique
par Jean-François Martin, rédacteur de «L'Espoir du Monde» (32 p., 1998) Fr. 8.-

Cassettes audio

Un monde sans cap
Exposé de M. Ignacio Ramonet, directeur du Monde diplomatique, lors de la journée d'étude de la Fédération romande, le 3 février 1996 à Yverdon. Fr. 20.-

Les limites de la compétitivité
Exposé de M. Riccardo Petrella, fondateur du Groupe de Lisbonne, lors de la journée d'étude de la Fédération romande, le 31 janvier 1998 à Yverdon. Fr. 20.-

(Prix port compris)

Commandes: J.-F. Martin, Saules 9, CH-1800 Vevey
Tél. + fax: 021/944 56 71;
jfmartin.vevey@bluewin.ch

La disparition du principe d'humanité

Bonnes lectures

L'un des textes les plus importants du patrimoine écrit de l'humanité est sans nul doute la «Déclaration universelle des droits de l'homme». Quoiqu'influencée par des valeurs très occidentales et chrétiennes, les principales traditions religieuses et culturelles du monde ont pu s'y rallier. Elle forme dès lors un socle sur lequel il est possible d'imaginer et d'espérer construire ensemble le monde de paix et de justice auquel aspire toute l'humanité y compris ceux qui empêchent son avènement, soit les accapareurs de richesses, de pouvoir et de prestige. J'ajoute que la première rédaction de ce texte essentiel a été signée par le pasteur français Jean-Paul Rabaut Saint-Etienne, formé à l'Académie de Lausanne au milieu du 18^e siècle et exécuté en 1793 avec les Girondins.

Ces ambitieux objectifs sont très porteurs pour autant que l'homme soit la mesure de toutes choses, qu'il soit à l'image de Dieu, son interlocuteur, son collaborateur et qu'à ce titre il continue à mériter tout le respect qui lui est dû. Seulement voilà, le principe même d'humanité disparaît. Pour le moins, il s'effrite. C'est ce que nous explique Jean-Claude Guillebaud dans un important pavé publié il y a deux ans et justement intitulé «Le principe d'humanité».

Dans sa conclusion, il affirme que le bavardage se résume parfois à penser que s'il y avait moins de croyances et moins de valeurs, il y aurait moins de violences; s'il y avait moins de convictions, il y aurait moins d'afflictions. Le relativisme, l'indifférence, le désenchantement seraient devenus les gages d'un monde pacifié. Il nous faut comprendre l'incompréhensible sottise de ce lieu commun. La violence, au contraire, est le produit des désirs sans frein, de l'avidité sans limite, de la manipulation sans règles, c'est à dire d'un affaiblissement des croyances partagées. Qu'il s'agisse de la politique, de l'économie ou de

la technoscience, on traite l'homme selon l'idée qu'on s'en fait. Chacun est donc renvoyé à une responsabilité qu'aucune science, aucune technique, aucune fatalité mécanique ou génétique ne saurait éliminer. Le principe d'humanité existe, parce que nous voulons qu'il en soit ainsi.

Trois mutations simultanées

Tout au long de ces 380 pages éditées au Seuil, Guillebaud attire notre attention sur les trois sœurs qui constituent ensemble la révolution actuelle: économie, informatique et génétique. On feint, en parlant de l'actuelle mondialisation de ne voir en elle qu'une révolution économique et financière. En réalité, nous sommes en train de vivre trois mutations simultanées dont les effets s'ajoutent et se conjuguent.

Il y a bien sûr la révolution économique globale qui a commencé il y a longtemps mais qui a pris un nouveau élan avec la fin du communisme. Elle consiste en la disparition accélérée des frontières, une disparition quasi totale des états-nations, une libération des forces du grand marché international qu'aucune force ne peut désormais domestiquer, un contrôle quasi total des médias par ces mêmes puissances internationales qui annihilent le fonctionnement de la démocratie et la capacité des gens de réagir collectivement sur le cours des choses.

La deuxième révolution est informatique et numérique, concomitante à la première. Notre rapport au temps et à l'espace est totalement modifié au profit d'une dimension spatio-temporelle uniforme et déroutante: l'immédiate virtuelle, l'émergence d'un sixième continent déterritorialisé et gouverné par l'immédiateté. Il est nul part et pourtant partout à la fois, insaisissable, immaîtrisable. Or c'est vers ce «continent» qu'émigrent, l'une après l'autre, toutes les activités

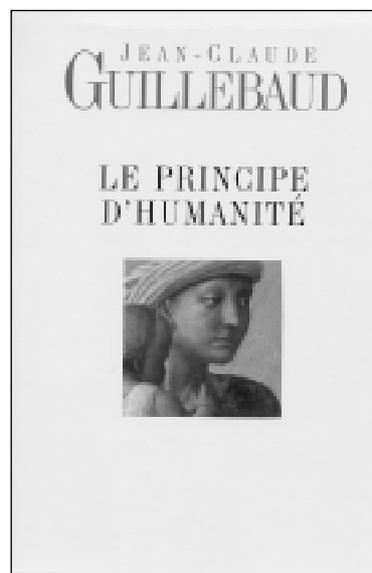
humaines: commerce, finance, culture, communication, économie, etc. Que pèseront nos règles internationales, nos conventions commerciales, nos codes s'ils se dissolvent continuellement dans ce non-lieu planétaire?

La troisième révolution est génétique, inscrite dans la logique des deux premières. Elle obéit à leur impulsion et ne peut être comprise que comme cela. Tous les jours des chercheurs déposent des dossiers visant à breveter leurs trouvailles génétiques. Chose extraordinaire, le brevetage ne couvre pas seulement des inventions. Il est étendu aux simples découvertes. La notion du brevet est donc sans cesse étendue. «Supposez qu'une personne ait breveté un microscope et décide ensuite que tout ce qui est vu à travers cet instrument lui appartient» explique une biologiste américaine. Quoiqu'impensable, c'est ce qui est en train de se passer aujourd'hui. Nul n'aurait imaginé que l'appropriation du vivant avancerait si vite.

Une catastrophe éthique

Une directive européenne de 1998 qui s'aligne sur les pratiques américaines peut donc être considérée comme une véritable catastrophe éthique car elle autorise textuellement à breveter également les découvertes qui

La violence est le produit des désirs sans frein, de l'avidité sans limite, de la manipulation sans règles, c'est à dire d'un affaiblissement des croyances partagées.



J.-C. Guillebaud,
Le principe
d'humanité
Seuil, 2001

concernent le patrimoine génétique de l'homme. La dernière frontière est pulvérisée. Il s'agit du triomphe absolu du business. Un représentant du Congrès américain l'a bien compris, qui écrivait au sujet de la révolution biologique: «Le plus dangereux, ce n'est pas que nous ayons découvert l'Arbre de vie, c'est que nous l'ayons vendu à Wall-Street». En fait, comme pour tant d'autres choses (je pense aux régies publiques), nous nous sommes fait voler.

Ces trois révolutions sœurs forment un système qu'il est frivole de considérer séparément. Les vrais sujets d'inquiétude ne sont pas liés à telle ou telle révolution mais à l'interaction des trois, à l'interférence incontrôlée de l'une sur l'autre, à l'accélération intempestive de l'une sous l'effet des deux autres. Pourquoi faut-il lire ce livre? Parce qu'il est temps que nous prenions conscience que le vivant tout entier, le végétal, l'animal et l'homme deviennent objet d'appropriation, de commerce et de profit.

Pierre Aguet

Réflexion

Jean Jaurès et l'échec du christianisme

Gilles Candar, un des historiens qui connaît le mieux la pensée de Jaurès, l'appelle «le méconnu le plus célèbre». C'est aujourd'hui seulement que, sous la direction de Mme Madeleine Rebérioux, la Société Jean Jaurès prépare une édition complète de ses oeuvres en vingt volumes.

Les domaines dans lesquels il a lutté par amour de l'humanité sont si nombreux (syndicalisme, pacifisme, internationalisme, ...) que je pense devoir commencer par celui qui concerne particulièrement les socialistes chrétiens: l'échec du christianisme.

Voici un extrait du livre de l'historien français Jean Peillon, «Jean Jaurès et la religion du socialisme»:

«Par un paradoxe qu'il faut poser d'emblée, le principal reproche que Jaurès adresse au christianisme est d'avoir été un échec du point de vue même de la religion. La religion chrétienne est donc critiquée non en tant qu'elle est une religion, mais au contraire parce qu'elle n'est pas assez religieuse, pas assez conforme à l'essence du religieux.

L'histoire enseigne en effet que le résultat de la civilisation chrétienne, c'est une société mercantile dominée par la concurrence, l'argent, le profit, c'est un individualisme capitaliste qui a fait des hommes des concurrents et abaissé en eux ce qu'il y avait de meilleur, leur humanité. Un tel individualisme conduit à la fois à l'absence de religiosité vraie et à l'absence de lien

social et de communauté politique véritable.

Le christianisme a accouché, aussi paradoxal que cela puisse paraître, de l'irréligion absolue. Il a engendré la société sans esprit, sans croyance, l'homme sans humanité et il a ainsi détruit jusqu'au fondement même de la société.»

La chaîne était au cœur

Dans «L'Arrière-pensée de Jaurès», Henri Guillemin écrit: «Politiquement l'Eglise chrétienne a mis sa puissance au service des forts pour l'écrasement des faibles apportant aux accapareurs la caution du droit divin». Ce droit devait faire accepter leur misère aux plus démunis, comme l'exprime l'extrait du livre de Jaurès «L'Armée du Peuple»:

«Je me souviens qu'il y a une trentaine d'années, arrivé tout jeune à Paris, je fus saisi, un soir d'hiver dans la ville immense, d'une sorte d'épouvante sociale. Il me semblait que les milliers et les milliers d'hommes qui passaient sans se connaître, foule innombrable de fantômes solitaires étaient déliés de tout lien. Et je me demandais avec une sorte de terreur impersonnelle comment tous ces êtres acceptaient l'inégale répartition des biens et des maux, comment l'énorme structure sociale ne tombait pas en dissolution. Je ne leur voyais pas de chaînes au mains et aux pieds, et je me disais: par quel prodige ces milliers d'individus souffrants et dépouillés subissent-ils tout ce qui est ? Je ne voyais pas

bien: la chaîne était au cœur, mais une chaîne dont le cœur lui-même ne sentait pas le fardeau; la pensée était liée, mais d'un lien qu'elle-même ne connaissait pas. La vie avait empreint ses formes dans les esprits, l'habitude les y avait fixées; le système social avait façonné ces hommes, il était en eux, il était, en quelque façon, devenu leur substance même, et ils ne se révoltaient pas contre la réalité, parce qu'ils se confondaient avec elle.

Ils ne se révoltaient pas contre la réalité parce qu'ils la prenaient comme fatale, divine, telle qu'elle et interchangeable.

A la même époque, le pape Léon XIII se permet, dans sa défense de la société menacée par les menées de la classe ouvrière de parler de «la fonction providentielle de l'Eglise, barrière contre les cupidités et rempart contre les appétits d'en bas». L'Eglise continuera sa tâche, considérée conforme à sa mission divine, c'est-à-dire que «la religion demeurera pour nos propriétés, pour nos droits légitimes, une défense et une protection».

Le même pape, en 1892, prend la défense des travailleurs exploités. Jaurès constate qu'il n'a fait entendre sa voix futée qu'après l'organisation d'immenses sociétés ouvrières aux Etats-Unis et les manifestations du 1er mai partout dans le monde. Il écrit: «L'Eglise ne s'est tournée vers les faibles que le jour où ils ont commencé à être une

L'Eglise ne s'est tournée vers les faibles que le jour où ils ont commencé à être une force.



force».

Jaurès estime alors que l'instauration de la République ne suffit pas mais qu'il faut d'abord détruire le christianisme. Il sait que la classe ouvrière vit dans un athéisme pratique. Dieu a été si souvent prostitué au service de l'injustice qu'il n'est pas surprenant que les hommes n'en veulent plus. Jusqu'ici la religion n'a été pour le peuple qu'une consigne dont la résignation formait le principal commandement. Le principal usage que fait le peuple de sa raison est la négation de Dieu.

Pourtant plusieurs de ses amis trouvent sa lutte trop timide. Jaurès leur répond: «Je n'ai jamais dit que le parti socialiste userait de violence pour abolir le culte traditionnel, je n'ai fait appel qu'à la force de conviction intime. Alors que le clergé français proclame que les parents qui envoient leurs enfants à l'école laïque doivent se sentir excommuniés, car seule l'école congréganiste est capable d'enseigner aux pauvres comment ils peuvent être utiles à la société en acceptant l'humble condition que Dieu leur a assignée, c'est-à-dire en restant dans la misère».

Respect pour le message du Christ

Si Jaurès attaque l'Eglise, il a un grand respect pour le message du Christ. En 1912, au moment où la guerre des Balkans menace de s'étendre, il organise un congrès extraordinaire de l'Internationale socialiste dans l'espoir de stopper l'extension du conflit. Voici quelques paroles qu'il a prononcées lors de ce congrès, à la cathédrale de Bâle dont les cloches sonnent pour l'occasion et dont les voûtes retentissent au chant de «l'Internationale»: «Puissent tous les chrétiens qui suivent sérieusement les paroles de leur maître nourrir les mêmes espoirs que nous. Ils s'opposeraient avec nous à ce que les peuples soient saisis par les griffes du démon de la guerre».

Jaurès a dit qu'il ne concevait

pas la société sans religion. Philosophiquement il reproche au christianisme sa croyance majeure: «L'incarnation de Dieu dans un seul homme, car Dieu est incarné dans toute la création, dans chacun de nous». Cette pensée a aussi été celle du biologiste, écologiste, socialiste, protestant français Théodore Monod exprimée dans son livre «Si l'aventure humaine devait échouer».

Vis à vis du christianisme, l'attitude de Jaurès a beaucoup évolué, puisqu'en 1903, lors d'un congrès à La Chaux-de-Fonds, il déclare: «Je crois que le christianisme et le socialisme sont deux courants de la pensée moderne qui doivent se développer parallèlement et dont la convergence détermine une ère de justice et de paix». Il ne parle plus alors de détruire l'Eglise: «Si l'Eglise veut vivre, elle doit continuer sa route jusqu'à l'affirmation de la pleine liberté de conscience et de droit».

Aujourd'hui, pour nous socialistes chrétiens, il est temps de chercher les raisons de l'échec du christianisme. Sans prétendre pouvoir en donner toutes les raisons, je vais essayer d'exposer celle qui me paraît la plus importante. Depuis que l'empereur Constantin, en 313, s'est converti au christianisme, l'Eglise a donné d'avantage d'importance aux dogmes qu'au message des Évangiles que nous trouvons principalement dans le Sermon sur la Montagne et dans l'Hymne à la Charité (I Cor. 13), car les puissants se seraient sentis concernés par les messages du Christ qui disent que les riches n'auront pas accès au Royaume de Dieu, que nous devons aimer nos ennemis, partager nos biens et pardonner à ceux qui nous ont offensés.

Voilà ce qu'auraient dû



Jean Jaurès
(Montpellier)
photo JFM

proclamer les chrétiens au lieu de répéter le symbole des apôtres, d'ergoter sur la Trinité et la virginité de Marie, toutes croyances qui ne les engagent à rien, alors qu'ils auraient dû lutter contre la misère, la violence, l'esclavage et l'exploitation du tiers-monde, les dépenses d'armement et pour d'avantage de justice. Ce sont nos devoirs de socialistes chrétiens.

François Courvoisier

Bibliographie:

Madeleine Rebérioux: Jaurès, la Parole et l'Acte

Henri Guillemin: L'arrière-pensée de Jean Jaurès

Charles Rappoport: Jean Jaurès

Vincent Peillon: Jean Jaurès «L'intolérable»

Jean Jaurès: L'armée nouvelle

Jean Jaurès: Preuves
Les collections de «L'Histoire», N° 21: 1914-1918, La grande guerre (octobre 2003)

Revue «L'Histoire», dossier: Les socialistes de Jaurès à Mitterrand (N°170, octobre 1993)

Pierre Mendès-France: La vérité guidait leurs pas

Je crois que le christianisme et le socialisme sont deux courants de la pensée moderne qui doivent se développer parallèlement et dont la convergence détermine une ère de justice et de paix.

A propos des nouveaux tarifs de la poste Lettre ouverte à M. Gygi

Le président de la Fédération romande des socialistes chrétiens a adressé la lettre suivante au directeur général de la Poste.

Neuchâtel, le 26 mai 2004

Monsieur le Directeur général,

Comme président des socialistes chrétiens et en tant que cadre de l'administration cantonale, je dois vous faire part de ma déception immense suite à la publication des nouveaux tarifs de La Poste.

En effet, ardent défenseur du service public, j'ai tourné le dos aux grandes banques qui délaissent la plus grande partie de la population, cette même population qui avait pourtant fait leur succès. Je suis devenu client de La Poste, elle qui offrait un réseau élargi et des prestations proches des besoins des citoyens.

Cette année, La Poste annonce pour la première fois un bénéfice appréciable de 366 millions de francs. Ne se contentant pas de cela, elle augmente toutefois les tarifs postaux. J'étais encore prêt à l'accepter. Mais l'introduction des frais de comptes me fait sortir de ma réserve. En effet, ne disait-on pas que Postfinance était rentable et couvrait les pertes des autres secteurs? Alors pourquoi pénaliser maintenant tous les petits épargnants qui ont donné la préférence à une activité de service public? De qui se moque-t-on?

Vous avez annoncé votre désir d'ouvrir une banque postale. Je vous aurais volontiers suivi dans cette décision, si toutefois le service public était privilégié. Les dernières décisions de La Poste vont toutefois plutôt à l'encontre du bon sens.

Si La Poste continue sur cette lancée et ferme les petites succursales pour favoriser les files d'attente dans les villes, elle ne pourra plus prétendre au soutien du peuple et deviendra une vulgaire société anonyme au service de ses actionnaires. Est-ce bien cela que vous recherchez? Osez le dire! Ou bien changez votre fusil d'épaule et menez une réelle politique publique.

Recevez, Monsieur le Directeur général, mes salutations désabusées.

Didier Rochat

Si La Poste continue sur cette lancée et ferme les petites succursales pour favoriser les files d'attente dans les villes, elle ne pourra plus prétendre au soutien du peuple et deviendra une vulgaire société anonyme au service de ses actionnaires.

Et voici la réponse, datée du 22 juin 2004:

Monsieur,

Nous vous remercions de votre lettre du 26 mai 2004 dans laquelle vous nous faites part de votre mécontentement concernant le sujet mentionné en titre.

Nous comprenons votre prise de position - qui est de prime abord tout à fait compréhensible - néanmoins nous sommes persuadés, suite à la lecture de nos explications, que vous percevrez notre politique avec plus de compréhension.

Politique générale de la Poste

La Poste Suisse se trouve actuellement dans un environnement malaisé. Elle se bat au sein d'un marché où les conditions changent rapidement et d'une manière constante, sans parler de la concurrence fortement présente. Les chiffres des opérations dites classiques - versements, lettres, colis - sont en régressions.

En vertu de la loi sur la Poste et conformément aux objectifs stratégiques définis par le Conseil



photo JFM

Fédéral, la Poste Suisse est tenue entre autres d'assurer le service universel (service public) dans tout le pays, et de s'autofinancer. En outre, le service public doit, pour le moins, couvrir ses frais. La loi ne prescrit cependant pas si ce service public doit être fourni par l'intermédiaire d'offices de poste ou sous une autre forme, ni ne confie à la Poste Suisse le mandat d'assurer un lieu de rencontre public local. Si la Poste Suisse entend assumer son mandat et rester compétitive dans un contexte libéralisé, elle doit donc remodeler son réseau. Il en va en fin de compte, de sa survie à long terme.

Au sujet des augmentations tarifaires dont vous faites mention dans votre lettre, ces dernières se sont avérées indispensables dans le contexte actuel. Etant donné que la Poste Suisse veut s'imposer sur le marché européen libéralisé et assurer sa pérennité économique, la diminution de ses coûts ne suffira pas; l'adaptation de son offre de prix et de prestation est dès lors indispensable. Les recettes supplémentaires ainsi obtenues serviront également à assurer un service public efficace, par la

desserte de base de l'ensemble du pays.

Sans fausse modestie, nous pouvons vous assurer qu'au quotidien, la Direction du groupe met tout en oeuvre afin que nos clients reconnaissent l'excellence de nos prestations, véritable défi pour notre entreprise, pouvant ainsi garantir son engagement envers la population. Dans tous les cas, la Poste Suisse entend assumer à l'avenir aussi le mandat de service public qui lui est confié, conformément à la loi et aux objectifs stratégiques définis par le Conseil Fédéral.

Augmentation des tarifs à PostFinance

Le nouveau modèle de prix de PostFinance a pour but de proposer aux clients comme jusqu'ici un rapport qualité-prix équitable et avantageux par rapport à la concurrence. Ce modèle se base cependant de manière accrue sur le principe de la causalité.

Vous écrivez dans votre lettre qu'avec le nouveau modèle de prix de PostFinance, ce sont principalement les personnes qui ont un petit patrimoine qui passent à la caisse. Or, il n'en est rien. A l'avenir, PostFinance offrira en effet toujours un compte avec la Postcard au prix actuel de CHF 36.-. Quant aux clients qui collaboraient intensivement avec nous, ils se voient proposer désormais quatre sets. Le plus cher de ces sets coûte CHF 48.-. La différence de prix de CHF 12.- au maximum est par ailleurs compensée par des prestations supplémentaires, telles que, notamment, un taux d'épargne plus élevé,

une carte de crédit à prix réduit, une commission réduite de moitié lors de la souscription de fonds ou encore des services attrayants fournis par des partenaires. Ces prestations sont offertes à tous les clients disposant d'un set. Avec ce nouveau système, PostFinance se distingue nettement de ses concurrents, qui proposent des modèles favorables exclusivement aux personnes possédant un patrimoine important. A signaler également que suite aux adaptations de tarifs effectuées, les coûts résultant de la majeure partie de nos clients ne seront à l'avenir pas résorbés.

La Poste apprécie vivement que vous ayez attiré notre attention sur les sujets précités, car la vigilance de nos clients nous est précieuse pour maintenir la qualité de nos prestations, ce dont nous avons toujours été fiers. Nous réitérons ici toute notre reconnaissance.

Nous vous prions de croire, Monsieur, à l'expression de nos salutations les plus respectueuses.

Ulrich Gygi
Directeur général

Simple petit commentaire: visiblement, la Poste confirme ici la vision «économiste», ou «néolibérale» du service public que lui ont imposée les autorités politiques dont elle dépend (pour combien de temps encore?). Faut-il vraiment que ce soit un directeur socialiste qui se charge de cette besogne?

How just is the market economy? par Edward Dommen, éd. du Conseil œcuménique des Eglises, Genève, 2003. 115 p.

Voici un petit livre passionnant. Son auteur, collaborateur averti du COE, engagé dans plusieurs institutions internationales, s'exprime dans un anglais simple et clair. Il s'adresse tant au spécialiste en économie qu'au simple citoyen et consommateur que nous sommes.

L'économie de marché est-elle juste et équitable? Jusqu'à quel point? Comment la libérer se conjugue-t-elle avec la justice? Le progrès économique et l'écologie font-ils bon ménage? Les privatisations sont-elles fécondes, jusqu'à quel point? Les crises économiques peuvent-elles se résoudre toutes seules? L'intervention de l'Etat est-elle stérilisante? A l'heure de questions d'actualité.

Au passage se découvrent quelques maîtres mots. Il vaut mieux les connaître, si l'on veut

se mêler utilement de ces sujets! Voici donc l'économie de marché, le principe pollueur-payeur et ses limites, les règles de l'OMC et de l'OCDE, les effets positifs et négatifs des monopoles et des embargos, les diverses théories des revenus, le rappel des récentes interventions américaines...

Vous vous y attendiez: le livre n'est pas neutre. Il est urgent d'en revenir à une éthique de la transparence, à davantage d'attention envers les plus pauvres, de démocratie et de respect de l'environnement. Fadaïses? Bonnes intentions? Crayez-vous! Ce n'est pas le moindre mérite de l'auteur que de démontrer que ces règles élémentaires sont indispensables à l'avenir de notre planète. Et plus: qu'elles sont rentables!

Le néo-libéralisme pur et dur, lui, ne l'est pas. On découvre



qu'il n'est intégralement appliqué dans aucun pays.

En revanche, un marché contrôlé, un réel partage du pouvoir économique, un contrôle de la spéculation et de la corruption, une information transparente sont à long terme

Bonnes lectures

les voies les plus profitables. Et ces voies sont accessibles.

A la source de ce livre stimulant se trouve une solide réflexion chrétienne. Vous aviez cru que la Bible ne s'applique qu'aux situations individuelles, à nos états d'âme? Les nombreux et remarquables textes cités par Dommen démontrent le contraire: la pertinence des Ecritures en matière économique. Les choses iraient mieux si l'on réfléchissait au sabbat, au jubilé et à sa remise des dettes, à la valeur et aux limites de la loi du talion, à un juste usage des richesses, à la force communautaire qui jaillit d'une meilleure attention envers la veuve et l'orphelin, l'étranger et le faible. Sans compter la fécondité du pardon...

En passant, nous avons salué Calvin, Thomas d'Aquin, les quakers et, plus près de nous, la pensée stimulante d'André Biéler.

Vous vous souvenez d'un certain Fridtjof Nansen, explorateur et remarquable homme d'Etat? Il affirmait que l'amour du prochain est la seule politique réaliste. S'il avait raison?

Bertrand Zweifel

P.S. L'auteur de «How just...» est membre du comité romand des socialistes chrétiens. Il offre volontiers sa participation pour une conférence ou un débat. En français!

A nos membres et lecteurs

Notre nouvelle formule est bien comprise: la nouvelle présentation de «L'Espoir du Monde», la régularité de sa parution ont incité de nombreux lecteurs à confirmer leur soutien en réglant l'abonnement ou la cotisation à notre mouvement.

L'augmentation des frais découlant de la nouvelle formule du journal nous impose cependant de mettre de l'ordre dans notre fichier. De nombreux abonnés n'ont pas réglé leur écot depuis un certain temps; d'autres ont bénéficié d'un envoi à l'essai. Nous leur avons adressé en juin un courrier leur demandant de régulariser leur situation: sauf réaction de leur part, nous partons de l'idée qu'ils ne s'y intéressent pas (ou plus) et cesserons de leur faire parvenir notre publication après le présent numéro.

Le comité romand

*Découper ou recopier et adresser à
M. Didier Rochat, Ste-Hélène 26, 2000 Neuchâtel*

- Je souhaite m'abonner à l'Espoir du Monde (1 an/4 numéros: fr. 20.-) et je verse la somme de fr. 20.- au CCP 10-16048-6, Féd. rom. des socialistes chrétiens, Lausanne.
- Je souhaite devenir membre de la Fédération romande des socialistes chrétiens et je verse la somme de fr. 40.- (abonnement compris) au CCP 10-16048-6, Féd. rom. des socialistes chrétiens, Lausanne.
- Je souhaite davantage d'informations et vous prie de me contacter.
- Je souhaite recevoir quelques exemplaires de L'Espoir du Monde pour les distribuer autour de moi.

Remarques:

Nom, prénom:

Adresse:

Tél.:

E-mail:

Date et signature:

Sommaire du n° 120

- 1 Sauvegardons le dimanche (J.-F. Martin)
- 2 Réfugiés: prise de position du comité romand
- 2 Notre prochaine journée de rencontre
- 3 La disparition du principe d'humanité (P. Aguet)
- 4 Jean Jaurès et l'échec du christianisme (E. Courvoisier)
- 6 Nouveaux tarifs de la Poste: Lettre ouverte à M. Gygi (D. Rochat)
- 7 Bonnes lectures: How just is the market economy ? de E. Dommen (B. Zweifel).

L'Espoir du Monde

ISSN 0014-0732

anciens titres:

«Voies Nouvelles» 1918-1947

«Le Socialiste-Chrétien» 1947-67

Editeur:

Fédération romande des socialistes chrétiens

Président: Didier Rochat,
Ste-Hélène 26, 2000 Neuchâtel
socialistes.chretiens@bluewin.ch

Rédacteur: Jean-François Martin,
Saules 9, 1800 Vevey,
jfmartin.vevey@bluewin.ch

Administration: Georges Nydegger, Falquets 15, 1223 Cologny

Imprimerie: Journal de Sainte-Croix et environs, 1450 Sainte-Croix

Abonnements:

Frs 20.- (1 an / 4 numéros)
CCP 10-16048-6, Féd. rom. des Socialistes chrétiens, Lausanne

